



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/32/Rev.1  
12 novembre 2021



FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingt-huitième réunion  
Montréal, 15 – 19 novembre 2021<sup>1</sup>

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI POUR L'ANNÉE 2021\***

\* Le présent document est publié pour refléter le retrait de la demande de préparation du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali (étape I) pour le Liberia, qui a été approuvée lors de la 87e réunion. Pour faciliter la consultation, les modifications apportées au document sont mises en évidence.

<sup>1</sup> Des réunions en ligne et un processus d'approbation intersessions se tiendront en novembre et décembre 2021 à cause du coronavirus (COVID-19)

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRETARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande au Comité exécutif d'approuver le montant de **1 651 468 \$US**, plus des coûts d'appui d'agence de **118 603 \$US**, pour les amendements à son programme de travail de 2021, indiqués dans le tableau 1. La proposition est jointe au présent document.

Tableau 1: Amendements au programme de travail de l'ONUDI pour l'année 2021

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
<b>SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>A1: Renouvellement des projets de renforcement des institutions</b>			
Macédoine du Nord	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	169 404	169 404
Serbie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	168 064	168 064
Sous-total pour A1		337 468	337 468
Coûts d'appui d'agence		23 623	23 623
Total partiel pour A1		361 091	361 091
<b>A2: Préparation de projet pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)</b>			
Brésil <sup>a, b</sup>	Préparation d'un PGEH (phase III)	25 000	25 000
Jordanie <sup>c</sup>	Préparation d'un PGEH (phase III)	25 000	25 000
Philippines	Préparation d'un PGEH (phase III)	70 000	70 000
Somalie	Préparation d'un PGEH phase II)	60 000	60 000
Sous-total pour A2		180 000	180 000
Coûts d'appui d'agence		12 600	12 600
Total partiel pour A2		192 600	192 600
<b>A3: Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification de la consommation de HCFC</b>			
Albanie	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Honduras	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Monténégro	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Serbie	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Turkménistan	Rapport de vérification pour la phase II du PGEH	30 000	30 000
Sous-total pour A3		150 000	150 000
Coûts d'appui d'agence		13 500	13 500
Total partiel pour A3		163 500	163 500
<b>A4: Préparation de projet pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC (PAK)</b>			
Argentine	Préparation d'un PAK (phase I)	220 000	220 000
Cameroun	Préparation d'un PAK (phase I)	190 000	190 000
Lesotho <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	39 000	39 000
Libéria <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	39 000	39 000
Malawi <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	51 000	51 000
Namibie <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	51 000	51 000
Rwanda <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	39 000	39 000
Sierra Leone <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	39 000	39 000
République arabe syrienne <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	66 000	66 000
Tunisie	Préparation d'un PAK (phase I)	190 000	190 000
Ouganda <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	30 000	30 000
Zambie <sup>d</sup>	Préparation d'un PAK (phase I)	39 000	39 000
Liban	Préparation pour les activités d'investissement d'un PAK (phase I) (climatisation résidentielle)	30 000	30 000
Sous-total pour A4		<b>984 000</b>	<b>984 000</b>
Coûts d'appui d'agence		<b>68 880</b>	<b>68 880</b>
Total partiel pour A4		<b>1 052 880</b>	<b>1 052 880</b>
Total (A1, A2, A3, A4)		<b>1 770 071</b>	<b>1 770 071</b>

<sup>a</sup> Gouvernement de l'Allemagne à titre d'agence d'exécution coopérante

<sup>b</sup> PNUD à titre d'agence d'exécution principale

<sup>c</sup> Banque mondiale à titre d'agence d'exécution principale

<sup>d</sup> PNUE à titre d'agence d'exécution principale

## **SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE**

### **A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions**

#### **Description des projets**

2. L'ONUDI a présenté des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions (RI) pour les pays mentionnés dans la section A1 du tableau 1. La description de ces projets figure à l'Annexe I au présent document.

#### **Observations du Secrétariat**

3. Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de deux projets de RI présentées au nom des gouvernements concernés, sur la base des lignes directrices et des décisions pertinentes relatives à l'admissibilité et aux niveaux de financement. Les demandes ont fait l'objet d'une vérification croisée avec les plans de travail originaux du RI pour la phase précédente, les données des programmes de pays et celles communiquées en vertu de l'article 7, les derniers rapports sur la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), les rapports périodiques d'agence et toute autre décision pertinente de la Réunion des Parties. Il a constaté que ces pays ont communiqué les données de leur programme de pays pour 2020 et qu'ils sont en conformité avec les objectifs d'élimination du Protocole de Montréal, et que leur consommation annuelle de HCFC n'excède pas la consommation annuelle maximale autorisée, indiquée dans leur Accord de PGEH conclu avec le Comité exécutif. Par ailleurs, les demandes présentées incluaient des indicateurs de performance pour les activités prévues pour la prochaine phase des projets de RI, conformément à la décision 74/51(e).

#### **Recommandation du Secrétariat**

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour la Macédoine du Nord et la Serbie, aux niveaux de financement indiqués dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre aux gouvernements mentionnés les observations contenues à l'Annexe II au présent document.

### **A2 : Préparation de projet pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC**

#### **Description des projets**

5. L'ONUDI a présenté des demandes pour la préparation de la phase II du PGEH pour la Somalie et la préparation de la phase III du PGEH pour les Philippines, à titre d'agence d'exécution désignée; et pour la préparation de la phase III des PGEH pour le Brésil et la Jordanie, à titre d'agence d'exécution coopérante avec respectivement, le PNUD et la Banque mondiale comme agences d'exécution principales, tel qu'indiqué dans la section A2 du tableau 1.

6. L'ONUDI a fourni des descriptions des activités à l'appui de la demande de préparation de projet pour les Philippines et la Somalie qui incluaient : la justification du financement demandé pour la préparation de projet; un rapport périodique sur la mise en œuvre de la phase I et/ou de la phase II de leur PGEH respectif; et la liste des activités potentielles avec les budgets correspondants.

7. Le PNUD, à titre d'agence d'exécution principale pour le Brésil, a demandé 40 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 2 800 \$US, dans les amendements à son programme de travail<sup>2</sup>; et le gouvernement de l'Allemagne, à titre d'agence d'exécution coopérante, a demandé 25 000 \$US, plus des

<sup>2</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/30

coûts d'appui d'agence de 3 250 \$US, dans le cadre de la coopération bilatérale.<sup>3</sup> La Banque mondiale, à titre d'agence d'exécution principale pour la Jordanie, a demandé 65 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 4 550 \$US, dans les amendements à son programme de travail pour 2021.<sup>4</sup>

### **Observations du Secrétariat**

8. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices sur le financement de la préparation des PGEH pour des pays visés à l'article 5, contenues dans la décision 71/42,<sup>5</sup> de la phase II du PGEH pour les Philippines et de la phase I du PGEH pour la Somalie; de l'état de la mise en œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document; et de la décision 84/46(e).<sup>6</sup> Le Secrétariat a constaté que le financement demandé est conforme à la décision 71/42, et l'ONUDI a confirmé que les demandes pour les tranches de financement restantes seront présentées selon le calendrier prévu dans les Accords entre les gouvernements des Philippines et de la Somalie, et le Comité exécutif, le cas échéant.

9. L'ONUDI a confirmé que la phase III du PGEH pour les Philippines éliminera 67,5 pour cent de la valeur de référence des HCFC d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2025; et que la phase II du PGEH pour la Somalie éliminera 100 pour cent de la valeur de référence d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2030.

### **Recommandations du Secrétariat**

10. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet pour la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Somalie, et pour la phase III des PGEH pour le Brésil, la Jordanie et les Philippines, aux niveaux de financement indiqués dans la section A2 du tableau 1.

### **A3 : Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification de la consommation de HCFC**

#### **Description des projets**

11. Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution concernées, d'inclure dans les amendements à leurs programmes de travail respectifs qui seront soumis à la 88<sup>e</sup> réunion, du financement pour la préparation des rapports de vérification de la consommation de HCFC pour la phase II du PGEH de certains pays visés à l'article 5. L'ONUDI, à titre d'agence d'exécution principale, demande du financement pour la vérification de la phase II des PGEH pour l'Albanie, le Honduras, le Monténégro, la Serbie et le Turkménistan.<sup>7</sup>

### **Observations d Secrétariat**

12. Le Secrétariat a pris note que le financement demandé pour la préparation des rapports de vérification pour ces cinq pays correspondait aux fonds approuvés pour des vérifications similaires lors de réunions précédentes. Il a indiqué aussi que le rapport de vérification devait être remis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif au cours de laquelle la demande de financement de la prochaine tranche serait présentée.

---

<sup>3</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/29

<sup>4</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/33

<sup>5</sup> Lignes directrices sur le financement de la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays visés à l'article 5

<sup>6</sup> Inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités est permise seulement dans les pays pour lesquels la phase II a été approuvée et dont les cibles de réduction se situent bien en-deçà des objectifs de conformité de 2025.

<sup>7</sup> Décision 87/27

## Recommandation du Secrétariat

13. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation des rapports de vérification de la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour l'Albanie, le Honduras, le Monténégro, la Serbie et le Turkménistan, aux niveaux de financement indiqués dans la section A3 du tableau 1, étant entendu que le rapport de vérification devait être remis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif au cours de laquelle la demande de financement de la prochaine tranche serait présentée.

### A4 : Préparation de projet pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali sur les HFC (PAK)

14. L'ONUDI a présenté des demandes pour la préparation de la phase I des PAK pour trois pays, à titre d'agence d'exécution désignée, et pour huit pays, à titre d'agence d'exécution coopérante avec le PNUE comme agence d'exécution principale, tel qu'indiqué dans la section A4 du tableau 1. En outre, l'ONUDI a demandé du financement pour la préparation d'un projet d'activités d'investissement dans le secteur de la climatisation pour reconvertir la production de climatiseurs résidentiels, du R-410A au R-290, dans une entreprise (Lematic)<sup>8</sup>, conformément à la décision 87/50(e).<sup>9</sup>

15. L'ONUDI, à titre d'agence d'exécution désignée, a fourni des descriptions des activités à l'appui des demandes de préparation de projet pour la phase I des PAK pour l'Argentine, le Cameroun et la Tunisie, et le PNUE l'a fait pour les huit autres pays.<sup>10</sup>

16. Le PNUE, à titre d'agence d'exécution principale pour le Lesotho, le Libéria, le Malawi, la Namibie, le Rwanda, Sierra Leone, la République arabe syrienne, l'Ouganda et la Zambie, a demandé 826 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 107 380 \$US, dans les amendements à son programme de travail de 2021.<sup>11</sup>

## Observations du Secrétariat

17. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices pour la préparation des PAK, contenues dans la décision 87/50; des activités proposées pour la préparation de projet et leurs liens avec des activités de facilitation et autres projets reliés aux HFC dans le pays. Le Secrétariat a pris note que chaque demande de financement est conforme à la décision 87/50 et qu'à titre d'agence d'exécution principale, l'ONUDI a fourni une description des activités requises pour la préparation de stratégies globales pour la phase I des PAK pour l'Argentine, le Cameroun et la Tunisie, en utilisant le formulaire des demandes de préparation de projet pour les PAK. Les propositions incluaient des estimations des importations de HFC et de mélanges de HFC (pour 2012-2015, 2016-2020 ou 2018-2020); une analyse de la répartition sectorielle et de la consommation de HFC et des consultations menées avec les intervenants au sujet des plans de réduction progressive des HFC; des activités de développement des capacités dans le secteur la réfrigération et de la climatisation, l'élaboration de politiques et d'une législation initiales sur les HFC pour soutenir la stratégie de réduction progressive des HFC, et l'élaboration

<sup>8</sup> L'ONUDI a remis une lettre d'endossement du gouvernement du Liban, confirmant la demande.

<sup>9</sup> Pour les pays qui ont décidé d'exécuter des projets individuels d'investissement pour les HFC ou des plans sectoriels préalablement à la soumission de la phase I des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, l'approbation de chaque projet devrait entraîner une élimination de HFC dont il faudrait tenir compte en référence à la consommation admissible indiquée dans les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et devrait indiquer de quelle façon le projet d'investissement contribue à la réalisation de la stratégie générale pour le pays, et à quel moment les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali seront soumis. Le financement pour la préparation de la phase I du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour le Liban a été approuvé à la 87<sup>e</sup> réunion, avec le PNUE comme agence d'exécution principale.

<sup>10</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/31

<sup>11</sup> Ibid.

de stratégies de vulgarisation et de communication pour deux pays (Argentine et Cameroun); et l'élaboration d'une stratégie détaillée sur l'efficacité énergétique pour le secteur la réfrigération et de la climatisation pour un pays (Tunisie). Dans le cas de la demande de préparation d'un projet d'investissement dans le secteur de la fabrication de l'équipement de climatisation pour le Liban, l'ONUDI a fourni des informations détaillées sur l'entreprise (à savoir, la consommation de HFC, la capacité et le procédé de production, la date d'installation et l'équipement de référence).

18. L'ONUDI a précisé que la préparation de projet pour les stratégies globales de réduction progressive des HFC pour les trois pays puiserait dans les activités mises en œuvre dans le cadre des activités de facilitation, puisqu'elles étaient les premières mesures associées à la réduction progressive des HFC et qu'elles avaient contribué à la ratification de l'Amendement de Kigali.

19. Concernant la demande de préparation d'un projet d'investissement pour une entreprise (Lematic<sup>12</sup>), présentée par le gouvernement du Liban, l'ONUDI a précisé que le projet serait proposé à la 91<sup>e</sup> réunion et qu'il appuierait l'élimination du R-410A dans le pays où l'entreprise est le plus grand consommateur. L'engagement de l'entreprise d'éliminer l'utilisation du R-410A et le montant réel qui sera éliminé, seront fournis lorsque la proposition de projet sera présentée aux fins d'examen par le Comité exécutif. En outre, le gouvernement du Liban a confirmé, par l'intermédiaire de l'ONUDI, que l'élimination des HFC dans cette entreprise sera déduite de la consommation de HFC admissible au financement et que la proposition finale inclura une description du lien général de ce projet d'investissement avec la stratégie globale énoncée dans le PAK.

20. À l'issue de cet examen, le Secrétariat a pris note que les 12 pays avaient ratifié l'Amendement de Kigali<sup>13</sup>; que les pays avaient fourni des lettres d'endossement indiquant leur intention de prendre des mesures hâtives pour la réduction progressive des HFC; et que le financement demandé correspondait à la décision 87/50.

### **Recommandation du Secrétariat**

21. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet pour les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (PAK) pour l'Argentine, le Cameroun, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, la Namibie, le Rwanda, Sierra Leone, la République arabe syrienne, la Tunisie, l'Ouganda et la Zambie, et pour un projet d'investissement en vue de la reconversion d'une entreprise de fabrication de climatiseurs résidentiels, du R-410A au R-290, dans le cadre de la phase I du PAK pour le Liban, aux niveaux de financement indiqués dans la section A4 du tableau 1.

---

<sup>12</sup> À la 81<sup>e</sup> réunion, un financement a été approuvé pour Lematic en vue de la reconversion de trois chaînes de fabrication de réfrigérateurs domestiques, du HFC-134a et R-404A à l'isobutane (R-600a) et au propane (R-290), conformément à la décision 78/3(g).

<sup>13</sup> Date de ratification (ou d'acceptation) de l'Amendement de Kigali : Argentine, 22 novembre 2019; Cameroun, 24 août 2021; Liban, 5 février 2020; Lesotho, 7 octobre 2019; Libéria, 12 juillet 2020; Malawi, 21 novembre 2017; Namibie, 16 mai 2019 A; Rwanda, 23 mai 2017; Sierra Leone, 15 juin 2020; République arabe syrienne, 5 avril 2021; Tunisie, 27 août 2021; Ouganda, 21 juin 2018; et Zambie, 15 mars 2021.

## Annexe II

### POINTS DE VUE PROVISOIRES EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOU MIS À LA 88<sup>E</sup> RÉUNION

#### Macédoine du Nord

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) (phase VII) pour la Macédoine du Nord et constaté avec satisfaction que le gouvernement de la Macédoine du Nord avait communiqué les données sur la mise en œuvre du programme de pays et celles exigées en vertu de l'article 7, indiquant que le pays avait atteint son objectif de réduction des HCFC pour 2020, tel que convenu. Le Comité a pris note des efforts continus du pays dans l'application de mesures de contrôle pour appuyer l'élimination des SAO, avec l'actualisation des règles et règlements, et le système d'octroi de permis et de quotas pour les HCFC. Le Comité a félicité la Macédoine du Nord pour les mesures prises afin de permettre la ratification de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a donc bon espoir que le gouvernement de la Macédoine du Nord poursuivra la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination des HCFC et les activités du projet de RI, tant au niveau des politiques que des projets, afin d'atteindre les prochaines cibles du Protocole de Montréal.

#### Serbie

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) (phase VIII) pour la Serbie et constaté avec satisfaction que le gouvernement de la Serbie avait communiqué des données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal, et des données sur la mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité a constaté aussi que le gouvernement de la Serbie a pris des mesures pour instaurer un système de certification des techniciens d'entretien et pour participer à des activités de vulgarisation et de sensibilisation. Le Comité a pris note également avec satisfaction de la ratification de l'Amendement de Kigali par la Serbie et des activités amorcées pour mettre en œuvre l'Amendement. Le Comité exécutif salue les efforts du gouvernement de la Serbie et il a donc bon espoir qu'au cours des deux prochaines années, il poursuivra la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC et les activités du projet de RI afin d'atteindre les prochaines cibles du Protocole de Montréal.

---



UNITED NATIONS  
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

# UNIDO WORK PROGRAMME

Presented to the 88<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund



## Introduction

The UNIDO Work Programme (WP) for the consideration of the 88<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee (ExCom) of the Multilateral Fund (MLF) has been prepared following the Government requests as well as based on ongoing and planned activities. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2021-2023.

The 88<sup>th</sup> UNIDO WP is addressing preparatory assistance, verification reports and institutional strengthening requests.

Preparatory assistance is submitted for the 88<sup>th</sup> Executive Committee Meeting consideration for Somalia to enable the country to overview and update data necessary for the launch and implementation of HPMP Stage II. Preparatory assistance is also submitted for Brazil, Jordan and the Philippines to enable the countries to overview and update data necessary for the launch and implementation of HPMP Stage III.

UNIDO is submitting preparatory assistance for HFC phase-down plans for Argentina, Cameroon, Lesotho, Malawi, Namibia, Rwanda, Sierra Leone, Syria, Tunisia, Uganda and Zambia to assist the countries with the implementation of the next phases of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol. In addition to that, UNIDO is submitting a preparatory funding request for HFC related project in Lebanon.

Verification report related funding is required in line with the Decisions 87/27, for Albania, Honduras, Montenegro, Serbia and Turkmenistan.

Institutional strengthening extension request is submitted based on the country request for North Macedonia and Serbia.

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 88<sup>th</sup> ExCom Meeting comprises the following sections:

- **Section 1:** Consolidated list of activities foreseen for the above requests by project types and country; and
- **Section 2:** Project concepts indicating details and funding requirements.

Funding is requested as follows:

- Preparatory assistance funding for HPMP Stage II for Somalia and HPMP Stage III for Brazil<sup>1</sup>, Jordan<sup>2</sup> and the Philippines amounting to US\$ 192,600 (including US\$ 12,600 representing 7.0 % agency support costs);
- Preparatory assistance funding for HFC phase-down plans in Argentina, Cameroon,

---

<sup>1</sup> The Project Concept for Brazil is included in the Lead Agency (UNDP) Work Programme.

<sup>2</sup> The Project Concept for Jordan is included in the Lead Agency (World Bank) Work Programme.

Lesotho, Malawi, Namibia, Rwanda, Sierra Leone, Syria, Tunisia, Uganda and Zambia<sup>3</sup> and preparation request for HFC related project in Lebanon amounting to US\$ 1,052,880 (including US\$ 68,880 representing 7.0% agency support costs);

- Verification Report funding amounting to US\$ 163,500 (including US\$ 13,500 representing 9.0 % A.S.C.); and
- Institutional strengthening project amounting to US\$ 361,091 (including US\$ 23,623 representing 7.0 % agency support costs).

**Total: US\$ 1,770,070 (including US\$ 118,602 agency support cost).**

---

<sup>3</sup> The Project Concepts for Lesotho, Malawi, Namibia, Rwanda, Sierra Leone, Syria, Uganda and Zambia are included in the Lead Agency (UNEP) Work Programme.

## SECTION 1

Country	MLF HCFC Status	Type	Substance	Sector and Sub-Sector	Title of Project	Total amount USD	A.S.C.	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
<b>Preparatory Assistance for HPMP</b>											
Brazil	Non-LVC	PRP	HCFC-22	Overarching	Preparation of Stage III HPMP	25,000	1,750	26,750	7%	24	In cooperation with UNDP and Germany. Project concept is in UNDP Work Programme.
Jordan	Non-LVC	PRP	HCFC-22	Overarching	Preparation of Stage III HPMP	25,000	1,750	26,750	7%	24	In cooperation with World Bank. Project concept is in World Bank Work Programme.
Philippines	Non-LVC	PRP	HCFC-22	Overarching	Preparation of Stage III HPMP	70,000	4,900	74,900	7%	24	
Somalia	Non-LVC	PRP	HCFC-22	Overarching	Preparation of Stage II HPMP	60,000	4,200	64,200	7%	24	
<b>SUBTOTAL</b>						<b>180,000</b>	<b>12,600</b>	<b>192,600</b>			
<b>Preparatory Assistance for HFC Phase-Down Plans</b>											
Argentina	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	220,000	15,400	235,400	7%	24	
Cameroon	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	190,000	13,300	203,300	7%	24	
Lesotho	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Malawi	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	51,000	3,570	54,570	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.

Country	MLF HCFC Status	Type	Substance	Sector and Sub-Sector	Title of Project	Total amount USD	A.S.C.	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
Namibia	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	51,000	3,570	54,570	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Rwanda	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Sierra Leone	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Syria	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	66,000	4,620	70,620	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Tunisia	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	190,000	13,300	203,300	7%	24	
Uganda	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	30,000	2,100	32,100	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Zambia	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Lebanon	Non-LVC	PRP	HFC	REF - Manufacturing	Project preparation for HFC-related project in the manufacturing sector at Lematic Industries to convert the	30,000	2,100	32,100	7%	24	

Country	MLF HCFC Status	Type	Substance	Sector and Sub-Sector	Title of Project	Total amount USD	A.S.C.	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
					production of residential air conditioning from R-410A to R-290						
<b>SUBTOTAL</b>						<b>984,000</b>	<b>68,880</b>	<b>1,052,880</b>			
<b>Verification reports</b>											
Albania	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Honduras	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Montenegro	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Serbia	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Turkmenistan	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
<b>SUBTOTAL</b>						<b>150,000</b>	<b>13,500</b>	<b>163,500</b>			
<b>Institutional Strengthening</b>											
North Macedonia	LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	169,404	11,858	181,262	7%	24	
Serbia	LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	168,064	11,764	179,828	7%	24	
<b>SUBTOTAL</b>						<b>337,468</b>	<b>23,623</b>	<b>361,091</b>			
<b>GRAND TOTAL</b>						<b>1,651,468</b>	<b>118,602</b>	<b>1,770,070</b>			

## SECTION 2

### PROJECT CONCEPT – Philippines

#### Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM HCFC phase-out management plan (Overarching strategy)

#### Part I: Project Information

<b>Project title:</b>	Preparation of Stage III of the Philippines HCFC Phase-out Management Plan	
<b>Country:</b>	Philippines	
<b>Lead implementing agency:</b>	UNIDO	
<b>Implementation period:</b>	2022-2024	
<b>Funding requested:</b>		
<b>Agency</b>	<b>Sector</b>	<b>Funding requested (US \$)*</b>
UNIDO	Overarching	70,000.00

\*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

#### Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage I HPMP had been returned / will be returned ( <b>Decision 71/42(i)</b> )	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be returned</li> </ul>	PRP Stage II was implemented by World Bank and project has been financially closed by WB	

#### A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

<b>1. Montreal Protocol compliance target to be met in <input type="checkbox"/> stage II / <input checked="" type="checkbox"/> stage III of the HPMP</b>			
<b>Phase-out commitment (%)</b>	67.5%	<b>Year of commitment</b>	2025
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Servicing only</b>		<input type="checkbox"/> <b>Manufacturing only</b>	<input type="checkbox"/> <b>Servicing and manufacturing</b>
<b>2. Brief background on previous stage of the HPMP</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Please provide a brief background on the previous stage of the HPMP, when it was approved, a brief description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made.</li> </ul>			
<b>3.</b>			
<p>Philippines stage II was approved by the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol during its 80th Meeting in November 2017 to reduce the HCFC consumption by 35% of the baseline in 2020 and by 50% in 2021 at a total cost of US \$2,750,057 for the World Bank. At the 83rd meeting the agreement was revised to transfer to UNIDO all the phase-out activities included in Stage II. At the 87th meeting in June 2021, the funding level was reduced to US \$868,573.00 following the cancellation of the air-conditioning manufacturing sector plan and associated management and agency support cost. The stage II 2nd tranche covers strategies and activities to achieve a 50% reduction of Philippines HCFC baseline consumption by 2021. Philippines is in compliance with the Montreal Protocol provisions and the Agreement with the Executive Committee and the country has an enforceable import/export licensing and quota system for HCFCs in place, which is operational, effective and capable of ensuring compliance with the Montreal Protocol phase-out provisions for HCFCs. The endorsement from the Government requesting UNIDO as lead agency to prepare HPMP stage III has been received. The remaining eligible consumption of HCFCs is of 93.28 ODP tonnes (HCFC 22 =83.88; HCFC 123 = 1.70; HCFC 141B = 7.70) according to document ExCom 87/IAP/3, Annex VI.</p>			

<b>4. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP</b>		
<b>Activity</b>	<b>Description</b>	<b>Implementing agency</b>
Manufacturing-AC	The assistance to the 4 AC manufacturing companies was cancelled at the 87th Meeting of the Executive Committee.	UNIDO
Legal/regulatory framework	<p>Two coordination meetings were conducted in 2020 relative to the policy and regulatory measures to be issued. The three government agencies consulted were the Department of Energy, Department of Environment and Natural Resources and the Department of Trade and Industry. A joint circular will be issued as part of the 2nd tranche activities.</p> <p>Three online meetings were conducted and participated by the HCFC registered importers to discuss the online registration and licensing system as well as the annual data reporting requirements. The meetings were conducted in September 2020 and January 2021.</p> <p>A national consultant was hired by UNIDO in 2020 to conduct the verification audit and to confirm HCFC consumption in 2016 – 2020. The verification activity will strengthen the import/export control in compliance to the country's commitment to the MP. It will also provide the basis for the preparation of specific regulations for HPMP implementation. The verification report was completed in April 2021.</p>	UNIDO
Refrigeration servicing sector	<p>Three training sessions for customs officers and other enforcement agencies were conducted in 2019 in order to strengthen the enforcement and monitoring of ODS importation/ consumption and trade control of HCFCs. The training consisted of two parts: theoretical on the awareness of the Montreal Protocol and the need for verification and vigilance, and a hands-on training on the use of refrigerant identifiers by using the old identifiers supplied under previous programs for demonstration. Around 70 participants participated in the trainings. In 2020, a similar training was conducted online and participated by around 100 customs and regulatory officers from different agencies. As a result of these trainings, the Philippines continuously and actively joined the Informal Prior Informed Consent (iPIC) network.</p> <p>Reviewed and updated the training handbook for customs and enforcement officers in 2020. The handbook was used as reference material during the online customs training session in December 2020.</p>	UNIDO
Refrigeration servicing sector	Procurement and delivery of 23 units of Multi-Refrigerant Identifiers (MRI); turned over to DENR in December 2020. The refrigerant identifiers will be distributed to EMB regional offices and selected Bureau of Customs (BoC) district offices in order to monitor	UNIDO

	closely and thoroughly the use of HCFCs and other alternatives in the country.		
Others, specify.	Continuous implementation and monitoring support delivered by PMU staff and consultants.		UNIDO
<b>5. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)</b>			
<b>Substance</b>	<b>Sector</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
HCFC-22	RAC servicing	1241.62	1523.80
HCFC-22	Manufacturing-AC	134.35	188.62
HCFC-141b	RAC servicing	37.06	73.80
HCFC-141b	Solvent	2.42	3.57
HCFC-123	RAC servicing	34.87	9.69
HCFC-123	Other, specify.	33.40 (fire fighting)	52.10 (Fire fighting)
HCFC-225ca	Solvent	0.15	0
HCFC-225cb	Solvent	0.16	0
(select)	(select)		
Total			
<b>6. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)</b>			
<p>There are no remaining phase-out activities in the manufacturing sector in Philippines. HCFC consumption is below the reduction targets of the Montreal Protocol and the agreement between Philippines and the Executive Committee. However, it is slightly fluctuating due to imports in one year, which might be used in subsequent years (stock-piling). But in general, the consumption data is lower than the MYA targets which is a direct result of government enforcement activities, institutional support and noninvestment projects implemented under the Stage II of the HPMP. It is expected that the consumption will continue to decrease with the compliance target required to fulfill the commitments of the Stage II of the HPMP.</p>			
<b>7. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.</b>			
<b>Information needed</b>	<b>Description</b>		<b>Agency</b>
Updated data on HCFC consumption in manufacturing/servicing sector	Review available data and collect additional sector-specific data through questionnaires and interviews. Data collection and evaluation of relevant information on servicing sector to understand and plan the actions on servicing tail (if applicable).		UNIDO
Updated sectoral consumption information	Review available data and collect additional per sub sector-specific data/applications through surveys, questionnaires and interviews and support the development of sub-sector and end-user driven activities for the Sector Plan.		UNIDO
Analysis of types of equipmentt using HCFCs	Review available data and collect additional equipment data through questionnaires and interviews, in line with the identification of large HCFC users. It will create the pillars for an integrated register of cold installations.		UNIDO
New information on ODS regulations	Review current baseline regulations, analyse best practices and lessons learned on compliance of participating enterprises with respect to ODS Regulation and Control Rules and potentially propose revised or new mechanism to improve the legal framework.		UNIDO
Others, specify.	Review available Article 7 and CP data, data from ODS alternatives surveys, enabling activities and progress reports and collect additional data as		UNIDO



	needed to determine technical and technological needs for training and awareness raising	
Others, specify.	Gender equality and women empowerment – baseline assessment including initial gender analysis for selected sectors, capacity building for NOU and monitoring plan - Information related to build an initial diagnosis of Gender Mainstreaming in RAC sector; - considering information available in MLF projects and between others; - Number of students (women and men) that studied R&AC; - Number of technicians (women and men) trained in good refrigeration practices; - Identification of barriers for the inclusion of women in RAC sector.	UNIDO
<b>8. Activities to be undertaken for project preparation and funding</b>		
<b>Activity</b>	<b>Indicative funding (US \$)</b>	<b>Agency</b>
Consultant(s) to conduct surveys, interviews and consultations with key stakeholders to draft the components of the HPMP stage III overarching strategy / tranche 1 request in consultation with the NOU; organize and conduct workshops with key stakeholders including importers, wholesalers, service workshops, end-users, technology providers, training institutes, academia, RAC and consumer associations, NGOs, relevant Government bodies and to draft the non-investment components of the HPMP stage III overarching strategy. A specialist will be hired to conduct gender baseline assessment, capacity building and monitoring plan, in line with the application of the gender policy of the Multilateral Fund Multilateral Fund.	20,000.00	UNIDO
Consultant(s) to draft the customs capacity building and awareness raising components of the HPMP stage III overarching strategy and Tranche 1 request in consultation with the Montreal Protocol focal point, other stakeholders and lead-implementing agency.	20,000.00	UNIDO
Updated data on HCFC consumption in servicing sector and inventory of HCFC based equipment.	5,000.00	UNIDO
Review existing regulations and policies and identify gaps and development of national strategy for enhanced refrigerants management	5,000.00	UNIDO
Validation workshops and stakeholders consultations.	20,000.00	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>70,000.00</b>	

**9. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?**

The overarching strategy will focus on the HCFC phase out while promoting ozone-friendly, climate-friendly and energy-efficient technologies to the extent that this is possible, supporting the activities developed under HPMP-II and finalizing the efforts to HCFCs phase-out. The strategy will also raise awareness of stakeholders on the Kigali Amendment (yet to be ratified by Philippines) and its future obligations.

**10. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?**

Due consideration will be given to the gender policy of the Multilateral Fund during project preparation. The budget of the HPMP Stage III to be prepared, will take into account allocations for the gender activities (e.g., providing equal participation both women and men in project activities and providing conditions that increase access to capacity building activities for female technicians). Also each project component of HPMP Stage III, in terms of stakeholders and participation will ensure that both women and men can provide inputs, access and participate in project activities (e.g., through outreach / invitations of female technicians to participate in capacity building activities).

## PROJECT CONCEPT – Somalia

### MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM HCFC Phase-down Management plan (OVERARCHING)

#### Part I: Project Information

<b>Project title:</b>	Preparation of stage II of HCFC Phase-out Management Plan	
<b>Country:</b>	SOMALIA	
<b>Lead implementing agency:</b>	UNIDO	
<b>Cooperating agency (1):</b>	(select)	Click or tap here to enter text.
<b>Implementation period:</b>	January 2022-December 2023	
<b>Funding requested:</b>		
<b>Agency</b>	<b>Sector</b>	<b>Funding requested (US \$)</b>
UNIDO	Overarching	60,000

#### Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
3. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage I HPMP had been returned / will be returned ( <b>Decision 71/42(i)</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Specify meeting at which PRP funding balance had been returned/will be returned</li> </ul>	PRP funding for stage I has been fully used.	

#### A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

<b>11. Montreal Protocol compliance target to be met in <input checked="" type="checkbox"/> stage II / <input type="checkbox"/> stage III of the HPMP</b>		
<b>Phase-out commitment (%)</b>	<b>100</b>	<b>Year of commitment</b> <b>2030</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Servicing only	<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
<b>12. Brief background on previous stage of the HPMP</b> (i.e., when the HPMP was approved; a description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made)		
<p>At the 67<sup>th</sup> meeting, the Executive Committee approved stage I of the HPMP for Somalia. Based on the information collected during the preparation of the HPMP, the Government established as its starting point for sustained aggregate reduction in HCFC consumption, its baseline of 18.10 ODP tonnes, based on statistical information from countries in the region as well as changes in the National Ozone Unit and respective ministry and not on actual data. Due to the difficult security situation and changes in the governmental structures in Somalia, it has not been possible to obtain more accurate information.</p> <p>The Government of Somalia committed to the following control measures with the support of funding and technical assistance from the Multilateral Fund and implementing agencies:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Freeze the consumption of HCFCs in 2013 to the agreed baseline figure</li> <li>Reduce consumption of HCFCs by 10% by 2015</li> <li>Reduce consumption of HCFCs by 35% by 2020.</li> </ul> <p>The first tranche of stage I of the HPMP for the Republic of Somalia was approved at the 67<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee at the level of US \$133,500, plus agency support costs of US \$10,013 for UNIDO.</p>		

Additional funding of US \$40,374, plus agency support costs of US \$3,028 for UNIDO was approved, on an exceptional basis, and without setting a precedent for any future projects, for security-related costs in addition to the funding of the first tranche of stage I of the HPMP to enable the implementation of the programme.

The second tranche of stage I of the HPMP for the Republic of Somalia was approved at the 77<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee at the level of US \$141,500, plus agency support costs of US \$9,905 for UNIDO.

Additional funding of US \$45,000, plus agency support costs of US \$3,150 for UNIDO was approved, on an exceptional basis, and without setting a precedent for any future projects, for security-related costs in addition to the funding of the second tranche of stage I of the HPMP to enable the implementation of the programme.

The submission of the third and final tranche was delayed due to discussions on the security situation in the country and what needs to be undertaken to ensure efficacy of the UN delivery in the country, and shield operations from the possible infiltration of terrorist or criminal groups, active in the country. Given the complexity and care required, flexibility with regard to the timeline for requesting next tranche was requested.

### 13. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP

Activity	Description	Implementing agency
Legal/regulatory framework	<p>The Government of Somalia is making progress with regard to putting in place a licensing and quota system for import/export of ODS and ODS dependent equipment to enable the country in phasing out HCFCs in accordance with the Montreal Protocol schedule and also require the registration and certification of companies and individuals involved in import, distribution and handling of refrigerants.</p> <p>In Somalia the importation of CFCs, Halons and CTC and appliances containing these chemicals is now prohibited. However the importation of other ODS not mentioned above is allowed only if the importer obtains a permit from the NOU authorising such imports within the quota or specified quantities.</p> <p>HCFCs and HCFCs based-equipment are subject to prior NOU authorization before import, and ODS are included in the list of goods subjects to environmental inspections. Moreover, these regulations are implemented by the Office of Environmental Affairs as part of the Office of Prime Minister through the National Ozone Unit (NOU), National Ozone Steering Committee, Ministry Of Industry And Trade, Ministry Of Agriculture, Ministry of Energy, Ministry of Justice, Somalia Revenue Authority, Somali Police Force and environmental NGOs.</p> <p>The Government of Somalia ratified the Kigali Amendment to the Montreal Protocol on 27 November 2019.</p>	UNIDO
Refrigeration servicing sector	2 government officials were trained on knowledge about the Montreal Protocol, HCFC consumption targets, the country's obligations, and the strategies for HCFC phase out. Four refrigerant identifiers were provided to the Customs office	UNIDO
Refrigeration servicing sector	17 refrigeration technicians were trained on good servicing practices, including refrigerant identification, recovery and recycling, in Seychelles.	UNIDO
Refrigeration servicing sector	15 refrigeration technicians were trained on the innovative production of environmentally sound refrigeration machines,	UNIDO

	the use of natural and alternative refrigerants, as well as health, safety and environmental aspects surrounding their use, in Moscow.				
Refrigeration servicing sector	50 customs officers and other law enforcement officials in three separate cities within Somalia were trained in ODS regulations, control measures and monitoring procedures as well as in the use of refrigerant identifiers.	UNIDO			
Refrigeration servicing sector	Refrigerant identifiers and refrigeration servicing tools and equipment were purchased and delivered for refrigerant recovery and recycling, consumables for technicians training course.	UNIDO			
Others, specify.	Monitoring the HPMP implementation and distribution of equipment: The NOU facilitated organization of local trainings, coordination of equipment delivery (customs clearances etc.), collection, inspection, storage and onward distribution of equipment to stakeholders, selection and nomination of service technicians from different regions for attendance at trainings, meetings (virtual and on the sidelines of events such as ExCom) with NOU with IA and international experts on work plans and activities to be implemented.	UNEP			
<b>14. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)</b>					
<b>Substance</b>	<b>Sector</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
HCFC-22	RAC servicing	15.45	15.4	15.26	13.04
<b>15. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)</b>					
The consumption of HCFCs has been declining due to the implementation of the HPMP and an increase in the import of non HCFC-based refrigeration equipment. The use of HFC and HFC blends is increasing in the country. Due to improvement in the living standards of urban populations, the use of refrigeration and air-conditioning equipment is increasing.					
<b>16. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.</b>					
<b>Information needed</b>	<b>Description</b>	<b>Agency</b>			
Updated data on HCFC consumption in manufacturing/servicing sector	Conduct surveys to collect information on the current demand for HCFCs in the RAC servicing sector.	UNIDO			
Updated sectoral consumption information	Analysis of the current situation and development trends.	UNIDO			
New information on ODS regulations	Review existing legislation to assess whether amendments are needed in light of the Kigali Amendment. The Government of Somalia has made slow progress in introducing needed ODS legislation reforms given the country's political situation.	UNIDO			
Analysis of types of equipment using HCFCs	Update the inventory of HCFC-based equipment especially air conditioners and commercial HCFC-based equipment taking into account type, model and energy consumption level.	UNIDO			
Others, specify.	There is a lack of information regarding the operations of customs services in the country.	UNIDO			
<b>17. Activities to be undertaken for project preparation and funding</b>					
<b>Activity</b>	<b>Indicative funding (US \$)</b>	<b>Agency</b>			
Survey to collect information on HCFC demand in the servicing	20,000	UNIDO			

sector including information on sub-sectoral uses.		
Consultant to support development of stage II strategy and draft stage II HPMP document	10,000	UNIDO
Survey of end users, customs, importers of the HCFC-based equipment to update the inventory of the HCFC equipment	20,000	UNIDO
Consultant to support stage II strategy development and draft technical assistance component of stage II document	10,000	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>60,000</b>	
<b>18. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?</b>		
<p>The overarching strategy that the Government of Somalia expects to implement assumes that new commercially viable refrigeration and air-conditioning technologies that use zero-ODP and zero-GWP refrigerants in energy efficient equipment will become available on the market.</p> <p>The overarching strategy will be based on strengthening the implementation of the existing quota and licensing system and technical capacity building of trainers and technicians, to support appropriate technology choices. The Government will promote the use of zero-ODP and zero-GWP refrigerants.</p>		
<b>How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?</b>		
<p>Under stage I of the HPMP, the NOU, in line with the policy on gender equality and the empowerment of women, lobbied for gender-balanced participation of government counterparts and industry representatives in the consultative process to develop a conducive environment for companies. Furthermore, the project ensured that female experts in the private sector and government are given equal opportunities to participate in knowledge dissemination and awareness raising activities, with the overall objective of reaching women and men equally. Initially, the project assessed whether there is a need to address women and men differently because of cultural norms and values (avoid gender stereotypes in text, photographs, illustrations and other images). These efforts will continue under stage II of the HPMP.</p>		

**PROJECT CONCEPT – Argentina**

**MULTILATERAL FUND FOR THE  
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL  
HFC PROJECT PREPARATION REQUEST FORM  
HFC Phase-down Management plan (OVERARCHING)**

**Part I: Project Information**

<b>Project title:</b>	HFC Phase-down Plan Preparation	
<b>Country:</b>	Argentina	
<b>Implementing</b>	UNIDO	
<b>Implementation period:</b>	January 2022 – December 2023	
<b>Funding requested:</b>		
<b>Agency</b>	<b>Sector</b>	<b>Funding requested (US\$)*</b>
UNIDO	Overarching	220,000

**Part II: Prerequisites for submission**

<b>Item</b>	<b>Yes</b>	<b>No</b>
1. Official endorsement letter from Government for choice of agency	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Kigali Amendment ratified	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)**

<b>1. Montreal Protocol HFC phase-down target to be met in stage I of the HFC phase-down plan</b>			
Commitment	Freeze 10% reduction	Year	2024 2029
<input type="checkbox"/> Servicing only	<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input checked="" type="checkbox"/> Servicing and manufacturing	
<b>2. Brief background on previous activities related to the Kigali amendment and the HFC phase-down, as well as HPMP stages</b>			
Please provide a brief background on the Enabling Activities project, when it was approved, a brief description of the progress in implementation and expected end date.			
In 2018, funding of US\$ 250,000 was approved for Argentina for Enabling Activities (EA) for HFC phase-down towards the early ratification of the Kigali Amendment. The main objective of this EA project was to prepare the country for the ratification and early implementation of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol, considering the HFC phase-down needs in the country. This encompasses institutional arrangements, including legislative proposals and changes to the licensing system to encompass HFCs, a review of the ODS alternatives survey to support decision making on HFC phase out alternative technologies, stakeholder engagement and outreach activities.			

The Government of Argentina successfully ratified the Kigali Amendment on the 22 November 2019. The Government also introduced the necessary measures to amend the electronic licensing system, to include HFCs.

Building on the activities carried out to date, UNIDO and the Government of Argentina will finalize the key strategy documents, including the 'Map of national legal and regulatory instruments on HFC control' and the 'Training programme for customs and environment officers'. The capacity-building component will be completed with specialized training on the use of refrigerant identifiers for customs officers and agents. All existing guidelines, strategies and reports will be disseminated to key stakeholders and the remaining awareness raising activities, including workshops and in-person events will be held online, in order to circumvent COVID-19 containment measures.

**3. Current progress in implementation of Enabling Activities for HFC phase-down**

Budget: 56% of the funding for the EA (US\$ 141,203.38) have been utilized. Funds are earmarked for the purchase of refrigerant identifiers (USD 26,000) and training (USD 30,000).

Activity	Description	Implementing agency
Institutional arrangements	Enhancing the import and export license system to include HFCs (Article 4B) and considering other alternatives	UNIDO
Training and identifiers for customs officers and technicians	Workshops for customs officers and technicians, with hand-on training on the use of refrigerant identifiers	UNIDO
Activities to support the early ratification of the Kigali Amendment	Coordination with government authorities Supporting national ratification instruments	UNIDO
Preparation for national strategies	Identification of measures to facilitate the phase-down of HFCs and the introduction of low-GWP alternative technologies	UNIDO

**4. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down.**

Information needed	Description	Agency
Updated ODS alternatives data	Review available data and collection of additional sector-specific data for the years 2016-2021 through questionnaires and interviews, as the previous ODS alternatives data collection only covered data for the period 2012-2015. This includes sub-sector related data, and types of alternative equipment.	NOU

**5. Consumption of HFCs and their Climate impact (data from 2015)**



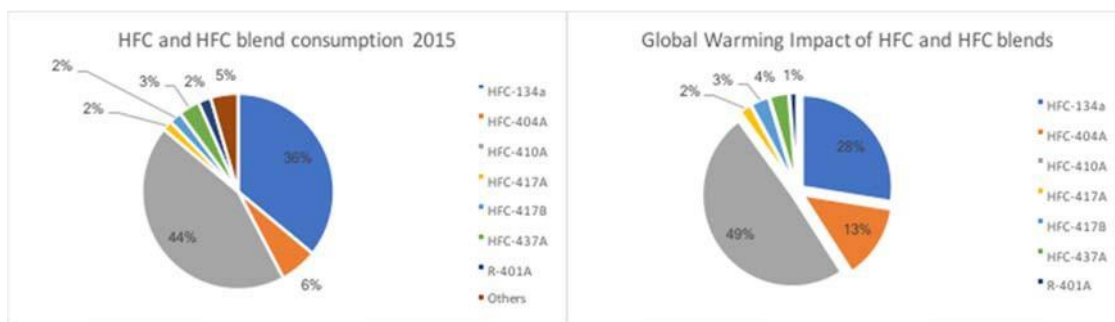
At the 74<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee, the Government of Argentina received funding to carry out a national survey on alternatives to ODS. In the framework of this study, a detailed national survey was conducted to determine the consumption, distribution pattern and application of various alternatives to ODSs in the country's industrial sectors.

Total imports of HFCs, HFC Blends and Other Alternatives (MT)

Substance	2011	2012	2013	2014	2015	GWP	2015 amount [GWP T]	2015 amount [% of weight]	2015 amount [% of GWP T]
<b>HFC</b>									
HFC-32	18	18	0	0	14	675	9,45	0.21	0.10
HFC-125	4			16	15	3,5	52,5	0.23	0.56
HFC-134a	1,771	1501	1546	2572	1729	1,43	2,472,470	25.97	26.28
HFC-152	1.4	3	2.4	2	1.3	124	161	0.02	0.00
HFC-227ea	20	19	5	24	30	3,22	96,6	0.45	1.03
HFC-236fa				7,6	18	6,3	113,4	0.27	1.21
HFC-245fa				0.6	5.3	1,03	5,459	0.08	0.06
HFC-365mfc	9,6	4,8	14	4,8	25	794	19,85	0.38	0.21
<b>HFC blends</b>									
HFC-365mfc/ HFC-227ea	5,6	0,9	0,4	9,3	25	1,036	25,9	0.38	0.28
R-404A	333	199	315	569	304	3,922	1,192,288	4.57	12.67
R-407C	12	25	59	98	6.1	1,774	10,821	0.09	0.12
R-410A	57	241	1754	2674	2110	2,088	4,405,680	31.70	46.83
R-417A	0	0	22	119	80	2,346	187,68	1.20	2.00
R-417B				14	101	2,92	294,92	1.52	3.14
R-419B			1,6	7,9	15	2,23	33,45	0.23	0.36
R-422A	0	0.1	0.1	0.1	0.1	3,143	314	0.00	0.00
R-422D	1	1	1	125	3	2,729	8,187	0.05	0.09
R-437A	106	99	111	207	173	1,805	312,265	2.60	3.32
R-507	4	3,6	7,8	3,1	3	2,465	7,395	0.05	0.08
R-508B	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1		-	0.00	-
<b>HCFCs + HFCs Blends</b>									
R-401A	186	267	132	83	103	1,182	121,746	1.55	1.29
R-401B	33	38	21	0	11	1,288	14,168	0.17	0.15
R-402A	15	15	12	3.4	5.4	2,788	15,055	0.08	0.16
R-402B	0.4	0.4	0.5	0.2	0.9	2,416	2,174	0.01	0.02

YH12	88	239	89	118	190		-	2.85	-
<b>Subtotal HFC and its blends</b>	<b>2,65</b>	<b>2,666</b>	<b>4,084</b>	<b>6,5</b>	<b>4,968</b>		<b>9,401,935</b>	<b>74.63</b>	<b>99.95</b>
<b>Other alternatives</b>									
HC-290							5	-	-
HC-600a		13	19	12	18		5	90	0.27
Propane butane		249	252	263	321		5	1,605	4.82
Cyclopentane		352	407	583	618		5	3,09	9.28
R-744/water		122	114	125	138		1	138	2.07
R-717	236	309	303	294	256		-	-	3.85
Methyl chloride		310	308	290	338		-	-	5.08
<b>Subtotal Other Alternatives</b>	<b>0</b>	<b>736</b>	<b>882</b>	<b>565</b>	<b>1,689</b>		<b>4,923</b>	<b>25.37</b>	<b>0.05</b>
<b>Grand Total</b>	<b>2,65</b>	<b>3,402</b>	<b>4,966</b>	<b>7,065</b>	<b>6,657</b>		<b>9,406,858</b>	<b>100.00</b>	<b>100.00</b>

The total consumption of HFCs, HFC Blends and Other Alternatives amounted to 9,406,858 GWP T.



The following is a summary of the data for Argentina:

Substance	Amount [MT]
Imports of HFCs	2,815.3
Imports of HFC blends	3,078.5
Imports of HFCs in polyols	2.7
<b>Grand Total</b>	<b>5,896.5</b>

**6. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)**

The ODS alternatives survey conducted in 2015 revealed that the annual consumption of seven of the 24 HFCs and blends used in Argentina represents 93.5% of total national HFC consumption (amounting to 9,406,858 GWP T). These are HFC-134a, HFC-404A, HFC-410A,

HFC-417A, HFC-417B, HFC-437A and R-401A.

The consumption of the aforementioned seven refrigerants contributes to 95.6% of the global warming impact (GWI) of all HFCs and HFC blends used in the country

The ODS alternatives survey revealed that HFC-410A had a share of almost 43% of the national consumption of HFCs and blends (4,405,680GWP T). It is applied in the domestic air-conditioner manufacturing and service sector, which completed the conversion from HCFC-22.

HFC-134a is the second most used HFC refrigerant in Argentina; its consumption amounts to around 26.3% of the total national consumption of HFC containing substances (2,472,470 GWP T).HFC-134a is consumed in several manufacturing sectors, including refrigeration manufacturing, domestic refrigeration, water coolers & dispensers, commercial refrigeration, refrigeration service sector, mobile air-conditioning, refrigerated transport, MDI and various aerosols.

#### **7. Activities to be undertaken for project preparation and funding**

<b>Activity</b>	<b>Indicative funding (US \$)</b>	<b>Agency</b>
<b>Design, development and validation of HFC phase-down strategy:</b> Technical and legal experts to consult all key stakeholders and develop detailed strategy for the HFC phase-down.	40,000 Coordination of overarching HFC phase-down strategy	UNIDO
<b>Data consolidation for the HFC phase-down strategy:</b> Needs assessment of the transport and commercial refrigeration sector (supermarkets, wineries, dairy, chillers, ice cream factories), including data collection, review and detailed planning. Development of sectoral strategy: Consultant(s) to conduct surveys, interviews, site visits and consultations in the targeted sectors and key stakeholders.	40,000	UNIDO
Needs assessment of the RAC servicing sector, including review of consumption data, and an assessment of the technician training program and certification scheme for the use of flammable refrigerants. Analysis on the national capacities and further needs on training for key institutions and stakeholders, including importers, wholesalers, service workshops, end-users, and technology providers.	45,000	UNIDO
<b>Review of institutional framework</b> Consultant(s) to conduct stakeholder consultations for the integration of national regulations and procedures	25,000	UNIDO

for the implementation of the Kigali Amendment and review of technical capacities in the institutions involved in HFC control. This will consider HFC policy and legislative measures recommended for early implementation and awareness raising of stakeholders.		
<b>Capacity building framework for the HFC phase-down strategy</b> Capacity building needs assessment for key stakeholders, including customs and enforcement agencies, vocational schools. Preparation of long-term strategic framework for capacity building.	25,000	UNIDO
<b>Development of a framework to incentivize the use of Refrigerant Recovery and Recycling Centres</b> Specialist(s) to conduct stakeholder workshops and implement outreach activities. Development of a strategic framework to incentive the use of RRR centres.	25,000	UNIDO
<b>Communication and outreach plan</b> Preparation of a communication and outreach plan, in consultation with key stakeholders, such as RAC associations, end-users, consumer associations, supermarkets, and cold chain logistic partners. The communication plan will focus on technology uptake and awareness raising to encourage investment and user behavior.	20,000	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>220,000</b>	
<b>8. How will activities related to HPMP implementation be considered during project preparation for the HFC phase-down management plan?</b>		
Synergies from ongoing and future HPMP activities will be assessed in an integrated manner and incorporated into the HFC phase-down plan development without additional costs. Furthermore, lessons learned from HPMP implementation will be taken into considered to the extent possible.		
<b>9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?</b>		
The Government of Argentina is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. During project preparation, relevant stakeholders will be sensitized on the gender policy and efforts will be made to encourage female stakeholders to contribute to the project preparation. Gender-disaggregated data will be collected, to the extent possible.		

## PROJECT CONCEPT – Cameroon

### MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HFC PROJECT PREPARATION REQUEST FORM HFC Phase-down Management plan (OVERARCHING)

#### Part I: Project Information

<b>Project title:</b>	HFC phase-down plan preparation	
<b>Country:</b>	Cameroon	
<b>Implementing</b>	UNIDO	
<b>Implementation period:</b>	December 2021 – December 2023	
<b>Funding requested:</b>		
<b>Agency</b>	<b>Sector</b>	<b>Funding requested (US\$)*</b>
UNIDO	Overarching	190,000

\*Given the absence of the approved cost guidelines for HFC phase-down, and in particular a cost structure for project preparation requests, the agreed funding levels for HPMP stage I project preparation are applied (Decision 55/27).

#### Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government for choice of agency	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Kigali Amendment ratified	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

<b>1. Montreal Protocol HFC phase-down target to be met in stage I of the HFC phase-down plan</b>			
Commitment	Freeze 10% reduction	Year	2024 2029
<input checked="" type="checkbox"/> Servicing only	<input type="checkbox"/> Manufacturing only		<input type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
<b>2. Brief background on previous activities related to the Kigali amendment and the HFC phase-down, as well as HPMP stages</b>			
Please provide a brief background on the Enabling Activities project, when it was approved, a brief description of the progress in implementation and expected end date. [HK: We might add a para on the ODS alternatives survey and a para on HPMP tranches. This is currently suggested as part of the UNEP template but up-to UNIDO to decide]			
Several stakeholders' consultation meetings were organized with relevant Ministries, Prime-minister's office, and parliamentarians to define the roadmap for the ratification process for the Kigali Amendment. The inter-ministerial committee on ozone held several meetings on the Montreal protocol and its amendment during which relevant documents on the Kigali amendment were drafted and discussed. The discussions were extended to various stakeholders for their information and contributions. Awareness and sensitizing meetings were organized for the Parliament and Senate, including the distribution of relevant documents of the Kigali Amendment of the Montreal Protocol. Public awareness activities were organized in parallel, throughout the ratification process.			
The National Ozone Unit (NOU) of Cameroon has organized a series of consultative meetings and two workshops on the issues of energy efficiency and safety considerations for alternative refrigerants. New stakeholders were identified and engaged, and discussions on standards have been initiated. The gap analysis of safety standards in the refrigeration and servicing sector was performed and the consultancy provided a list of standards that could be considered for adoption into national standardization in the future. The NOU prepared the Good Handling and Safety Practices for Flammable Refrigerants			

guidelines for service technicians. Initial discussions with the counterparts in the Ministry of Energy were organized to discuss introduction of minimum energy performance standards, MEPS.

Cameroon is part of Central African Economic and Monetary Community (CEMAC), that is made of 6 states: Gabon, Cameroon, the Central African Republic (CAR), Chad, the Republic of the Congo, and Equatorial Guinea. Any changes to the trade related regulations, including the Customs code must go through the CEMAC first. There was an effort, led by UNEP regional coordinator for Francophone Africa, to coordinate CEMAC countries and initiate the change of the customs codes at the CEMAC level, but the request for that change must come from a CEMAC country. The international consultancy prepared a letter and Cameroon NOU tried to get a support from the Customs Focal point to advance this issue at the regional level. However, due to long time needed to process these kinds of requests at the CEMAC levels, the decision was made at the national level to wait for the new World Customs organization (WCO) codes to come into force on January 1,2022. This issue will be further considered in the Cameroon's HFC phase-down management plan.

Data collection system for A7 and CP data reporting has been established for ODS and the NOU used the same mechanism (described below) to collect and report HFC consumption data for 2019 and 2020. However, since at the time of reporting Cameroon was still not a party to the Kigali Amendment, those reports were done on a voluntary basis.

In order to allow the country to collect more information and prepare for the national strategy for HFCs phase-down and promote new refrigerants, the Ozone Office hired national consultants that have been mandated to:

- Perform a survey of the RAC servicing sector -formal and informal sector
- Perform a survey to cover the sectors that have not been analyzed in the ODS alternatives survey
- Identifying appropriate policies (including "non-in-kind" policies) and regulations, taking into account lessons learned from the elimination of CFCs and HCFCs, to facilitate the gradual reduction of HFCs and the introduction of the principle of reducing the potential for global warming through alternative technologies without ODS

**3. Current progress in implementation of Enabling Activities for HFC phase-down**  
**Budget: 150,000 USD**

Activity	Description	Implementing agency
A. Activities to facilitate and support the early ratification of Kigali amendment	A.1. Coordination with Government representatives A.2. Supporting national ratification instruments	UNIDO
B.1. Country-specific activities aimed at initiating supporting institutional arrangements	B.1.1 Reviewing operating codes and standards for the correct use of HFCs and ODS alternatives in the entire value chain B.1.2. Training of technicians on reducing refrigerant emissions as well as on the use of flammable and toxic low-GWP alternatives	UNIDO
B.2. Review of licensing systems	B.2. Preparing harmonized tariff codes according to HFCs commitments, with special attention to HFC blends	UNIDO
B.3. Data reporting on HFC consumption	B.3. Review of the national mechanisms used for ODS reporting to include HFCs consumption, especially considering the servicing sector (the informal sector in particular)	UNIDO

C. Preparation for national strategies	C.1. Assessment of the RAC servicing sector (formal and informal sector) C.2. Survey to cover the sectors that have not been analyzed in the ODS alternatives survey. C.3. Identification of policies and regulations to facilitate HFC phase down and introduction of low-GWP alternative technologies	UNIDO			
<b>4. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during the implementation of activities related to the Kigali Amendment and HFC phase-down.</b>					
<b>Information needed</b>	<b>Description</b>	<b>Agency</b>			
Updated ODS alternatives data	The survey collected data from importers of equipment and refrigerants on imports from 2016 to 2020 and then calculated the consumption of the park of units based on assumptions to reconcile with the quantities of refrigerant imported. The challenges that COVID presented in 2020 translated into lower imports of refrigerants except for HFC-134a which remained almost the same. HFC-134a is used in domestic refrigeration, mobile air conditioning, and chillers which can qualify as essential use and hence need to be maintained. Future HFC surveys should be extended to all HFCs.	NOU			
<b>5. Overview of estimated import of ODS alternatives 2019 – 2020 in MT</b>					
<b>Substance</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
HCFC					
HCFC-22	862.0	692.3	692.3	643.6	591.5
HFC					
HFC 134a	1,083.4	1,165	1,240	1,311.1	1,301
HFC 227ea	-	-	-	-	4.5
HFC blends					
R 404A	140.9	149.5	161	171.2	120.6
R 407C	112	118	126.4	134.4	85.5
R 410A	378.7	398.6	428.6	456	402.5
<b>6. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)</b>					
<p>The HCFC baseline of Cameroon is 88.8 ODP tonnes with the refrigeration and air-conditioning servicing sector only.</p> <p>Since 2017, the Harmonized System (HS) has defined tariff codes for the identification of HCFC gases, which are controlled ODS substances. On the other hand, the tariff codes which appear in the HS do not allow States to easily control HFCs and HFC-based blends. All pure HFCs are covered by a unique HS code 2903.39. and HFC blends are all covered by code 3824.78. It is therefore impossible for the country to have precise statistical data for imports of individual HFCs and HFC blends.</p> <p>In order to facilitate the monitoring and control of substances regulated under the Montreal Protocol, the WCO has already taken into account the requirements of the Kigali amendment in the seventh edition of the HS, which will enter into force on January 1, 2022, by creating specific subheadings for HFCs and HFC-based blends.</p> <p>The Kigali Amendment requires the member states to establish the licensing and re-reporting system for</p>					

HFCs in 2019 (and not later than January 1, 2021), three years before the individual HS codes for HFCs and HFC blends will be adopted globally. In order to overcome this issue and to obtain the best data on consumption of HFCs, especially for the baseline years 2020-2022, it was recommended that the member states introduce additional two national digits to designate pure HFCs and HFC blends. For example, the European Union and China have developed specific tariff headings for most HFCs and HFC-based blends.

In order to streamline this process amongst the Article 5 parties to the Kigali amendment, OzonAction prepared a Policy Brief “HS codes for HFCs – Advice for countries in advance of the 2022 HS code up-date”. In that policy brief they came up with a proposal of additional two HS digits for individual HFCs and blends, that every party wishing to do so, could use to establish those HS codes at the national level.

In the initial phase of the EA project implementation Cameroon considered recommendation for the UNEP Policy Brief, aiming to add two digits in the national tariff code. The NOU team has a particularly good cooperation with the Customs Office and there is a designated Customs focal point. After initial consultation with the Customs Focal Point, it became clear that the change of the customs code should come from the regional level.

Cameroon is part of Central African Economic and Monetary Community (CEMAC), that is made of 6 states: Gabon, Cameroon, the Central African Republic (CAR), Chad, the Republic of the Congo, and Equatorial Guinea. Any changes to the trade related regulations, including the Customs code must go through the CEMAC first. There was an effort, led by UNEP regional coordinator for Francophone Africa, to coordinate CEMAC countries and initiate the change of the customs codes at the CEMAC level, but the request for that change must come from a CEMAC country. The international consultancy pre-pared a letter and Cameroon NOU tried to get a support from the Customs Focal point to advance this issue at the regional level. However, due to long time needed to process these kinds of requests at the CEMAC levels, the decision was made at the national level to wait for the new WCO codes to come into force on January 1, 2022. This issue will be further considered in the Cameroon’s HFC phase-down management plan.

Data collection system for A7 and CP data reporting has been established for ODS and the NOU used the same mechanism (described below) to collect and report HFC consumption data for 2019 and 2020. However, since at the time of reporting Cameroon was still not a party to the Kigali Amendment, those reports were done on a voluntary basis.

An ODS alternative survey is on-going and will be available in the fourth quarter of 2021. In general, the data in 2020 is not comparable due to the COVID-19 pandemic that has caused a dramatic decrease in imported tonnage across the refrigerants except HFC-134a.

The number of equipment in both air conditioning and refrigeration using alternative refrigerants are significant. The number of units imported seem to be decreasing for most categories except for residential units with R-410A and chillers with HFC-134a. This follows the global trends.

In the mobile air conditioning sector, HFC 134a is the dominant refrigerant used in cars and small vans followed by R-404a and R-507 used in refrigerated trucks. The consumption of the two refrigerants are on the increase.

#### **7. Activities to be undertaken for project preparation and funding**

<b>Activity</b>	<b>Indicative funding (US \$)</b>	<b>Agency</b>
Stakeholder consultation: Consultant to prepare and conduct	20,000	UNIDO



questionnaires and interviews with relevant stakeholders to update available data on ODS alternatives; Conducting interviews, organizing workshops and stakeholders' consultations for the integration of national regulations and procedures for KA implementation and consolidation of technical capacities in the institutions involved in HFC control		
HFC phase-down strategy development: Technical and legal experts to prepare all legal and technical documents, consult all key stakeholders and develop detailed strategy, including assessment of needs to develop/update trainings and certification scheme in use of flammable refrigerants, developing training plan and organizing workshops with main stakeholders and training institutions, including assessments of the needs for enhancing training programs on recovery and recycling.	40,000	UNIDO
Preparation of initial HFC related policies and legislation in line with the draft HFC phase-down strategy and the overview table of HFC policy and legislative measures already in place, planned to be put in place and not planned to be put in place. This will consider the HFC policy and legislative measures recommended for early implementation in UNEP's publication on the same topic including the mandatory reporting by HFC importers / exporters, HFC emission control measures and awareness raising of stakeholders.	30,000	UNIDO
Communication and outreach plan: Preparation of a communication and outreach plan in consultation with key stakeholders including hotel managers, investors, building planners, end-users, consumer associations, RAC associations, private sector, supermarkets, cold chain, media experts etc. The plan will focus on technology and policy awareness raising to influence the investment and user behavior. It will also assess the regional coherence among the Member States of CEMAC.	30,000	UNIDO
Capacity building activities related to RAC sector activities (assemblers and servicing maintenance) and enforcement: Review and assessment of innovative tools and approaches to build the capacity of relevant actors including OzonAction's tools related to HFC phase-down, update of training curricula of vocational schools, university and customs, online training and certification tools, public procurement policies, potential impact of incentives and taxes, gender considerations, HFC-free labeling, equipment inventories / logbooks, potential of not-in-kind alternatives etc.	50,000	UNIDO
Validation: Consultations, review and validation of the consolidated overarching strategy	20,000	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>190,000</b>	
<b>8. How will activities related to HPMP implementation be considered during project preparation for the HFC phase-down management plan?</b>		
Synergies from ongoing and future HPMP activities will be assessed and integrated into the HFC phase-down plan development without additional costs. Lessons learned from HPMP implementation will be considered to the extent possible.		
<b>9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?</b>		
The Government of Cameroon is aware of the Multilateral Fund gender policy contained in ExCom document 84/73, and the related Executive Committee decision 84/92. There are a few female trainers, and the gender balance of the trainees in previous events is better than some other countries. In order to further promote the participation of female technicians, during project preparation, relevant		

stakeholders will be sensitized on the gender policy. Efforts will be made to allow female stakeholders to contribute to the project preparation. To the extent possible, gender-disaggregated data will be collected.

## PROJECT CONCEPT – Tunisia

### Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL PROJECT PREPARATION REQUEST FORM HFC Phase-down Management plan (OVERARCHING)

#### Part I: Project Information

<b>Project title:</b>	HFC Phase-Down Management Plan Preparation	
<b>Country:</b>	Tunisia	
<b>Implementing agency:</b>	UNIDO	
<b>Implementation period:</b>	January 2022 – January 2024	
<b>Funding requested:</b>		
<b>Agency</b>	<b>Sector</b>	<b>Funding requested (US \$)*</b>
UNIDO	Overarching	190,000

\*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

#### Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
5. Official endorsement letter from Government for choice of agency	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Country has ratified the Kigali Amendment	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

<p><b>19. Brief background on previous activities related to the Kigali amendment and the HFC phase-down</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Please provide a brief background on the Enabling Activities project, when it was approved, a brief description of the progress in implementation and expected end date.</li> </ul> <p>The enabling activities for the ratification and early implementation of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol in Tunisia were approved in November 2017, during the 80th meeting of the Executive Committee (Decision 80/41). In total, US \$ 150,000, plus US \$ 10,500 for support costs, were approved for the implementation of this project. Half of the budget corresponds to the additional voluntary contribution to the Multilateral Fund of the Government of Italy (Decision 80/45), the other half being assigned to UNIDO as lead implementing agency (Decision 80/50).</p> <p>The project proposal and its overall strategy are in line with the Guide for the submission of enabling activities elaborated by the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol, focusing on:</p> <p style="padding-left: 40px;">Activities to facilitate and support the early ratification of the Kigali Amendment;</p> <p style="padding-left: 40px;">Country-specific activities aimed at initiating institutional arrangements, the review of licensing systems and data reporting on HFC consumption and production, and</p> <p style="padding-left: 40px;">Studies contributing to the future national strategy for HFC phase-down.</p> <p>The project has been successfully completed. Please, see description of activities and results below. Tunisia ratified the Kigali Amendment on 27<sup>th</sup> August, 2021.</p>		
<p><b>20. Current progress in implementation of Enabling Activities for HFC phase-down</b></p> <p><b>Budget:</b></p>		
<b>Activity</b>	<b>Description</b>	<b>Implementing agency</b>
Activities to support the early ratification of the KA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information workshop. Objective: inform stakeholder about the workplan of the EA project. Result: workshop held in September 2019; 40 participants attended the event.</li> <li>Regular support to the NOU to accomplish the ratification process. Result: KA ratified on 27<sup>th</sup> August, 2021.</li> </ul>	UNIDO

Institutional arrangements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Report on institutional arrangements. Objective: identify the necessary institutional, legal and policy framework for the correct implementation of the KA in Tunisia. Result: report published in June 2020.</li> <li>• Report on codes and standards for the refrigeration and air conditioning (RAC) sector. Objective: identify the necessary codes and standards to be introduced or updated for a correct use of alternative technologies for the replacement of HFCs. Result: report published in June 2020.</li> </ul>	UNIDO
Review of licensing systems and data reporting	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Update of tariff codes for identification of HFCs imported in Tunisia. Objective: establishment of new and specific tariff codes for HFCs, for an effective control of the imports of these substances in Tunisia. Result: new tariff codes for HFCs in place since June 2018.</li> <li>• Review of the licensing system. Objective: monitoring and controlling HFCs' imports and exports in Tunisia. Result: import of HFCs are already monitored; the decree for controlling and managing through quota the amount of HFCs imported in the country still needs to be approved by the Tunisian Parliament.</li> </ul>	UNIDO
Review of the data reporting systems	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Update of the E-licensing and data reporting system. Objective: include HFCs in the E-licensing system and add functions to produce statistics on the import of these substances. Result: the system has been updated and the NOU has been trained by July 2020.</li> </ul>	
Assessment of national barriers and opportunities for the use and further uptake of low- and zero-GWP alternatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Report on institutional arrangements. Please, see above.</li> <li>• Report on codes and standards for the RAC sector. Please, see above.</li> <li>• Report on technical and economic implications. Objective: identify market barriers and opportunities for the introduction of low- and zero-GWP alternatives. Result: report published in June 2020.</li> <li>• Report on the RAC servicing sector. Objective: identify the needs of this sector for a correct management, handling and replacement of HFC-based RAC technologies by alternatives that can be flammable and toxic, like zero and very low-GWP natural refrigerants. Result: report published in June 2020.</li> <li>• Summary report. Objective: summarize the four reports above for policy makers and other stakeholders to use it as a basis for the upcoming HFC phase-down management plan. Result: report published in October 2020.</li> </ul>	UNIDO
Awareness, communication and dissemination	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Awareness raising sessions for the servicing sector and other stakeholders. Objective: raise awareness about the Montreal Protocol and the Kigali Amendment among servicing companies, technicians, training centers and trainers. Result: 3 sessions conducted in three different regions of the country with 200 participants in total.</li> </ul>	UNIDO

## 21. Overview of estimated use of ODS alternatives 2012 – 2020 in Mt

In 2017, Tunisia conducted an ODS alternatives survey covering the period 2012-2015. The main results of this survey are as follows:

**Table 1. Estimated use of HFCs in Tunisia for the period 2012-2015 (Metric tonnes)**

HFC	2012	2013	2014	2015
<b>HFC pure</b>				
HFC-134a	218.81	383.21	352.00	369.10
HFC-32				
HFC-152a				
HFC-161				
HFC-245fa	4.40	4.65	4.22	3.85
HFC-227ea/HFC-365mfc				
HFC-134a/HFC-152a	2.25	2.25	2.25	2.25
HFC-227ea	nd	26.80	nd	nd
<b>HFC blends</b>				
R-404A	51.54	94.73	100.00	71.57
R-407C	25.32	21.18	23.71	12.20
R-410A	38.35	29.76	60.98	32.95
R-507A	0.45	0.00	0.00	0.79
R-407A	0.10	nd	nd	nd

As it can be seen, the most important HFCs used in Tunisia during the above-mentioned period were HFC-134a, R-404A, R-407C and R-410A. For the cases of HFC-134a and R-404A, despite some fluctuations, there is a clear trend to increase the use of these substances in the country. The trends in the use of R-407C and R-410A were not so clear at that time, although we can consider a certain decrease in the use of R-407C and an increase in the use of R-410A.

**Table 2. Estimated use of other ODS alternatives in Tunisia for the period 2012-2015 (Metric tonnes)**

Other alternatives	2012	2013	2014	2015
HC-600a	2.22	1.34	2.44	3.69
Cyclopentane(C,N,I)	67.33	102.33	71.35	58.45
R-717	4.02	2.15	3.12	4.09
Methylene chloride	59.00	64.00	69.00	68.50
Mix Butane / Propane (LPG)	1,045.43	1,104.67	1,261.10	1,296.94

In the case of other alternatives, HC-600a and R-717 are the only substances used at a relevant amount for refrigeration purposes, while the use of cyclopentane and methylene chloride is relevant for foam production. LPG is mainly used in the aerosol sector.

In the report conducted under the Enabling Activities (EA) project related to the technical and economic implications of HFCs phase-down, some information has been updated on the imports of the most important HFCs for the years 2018 and 2019. Additional information has been recently provided by the NOU on the imports during 2020:

**Table 3. Imports of HFCs in Tunisia in the period 2018-2020 (Metric tonnes)**

	2018	2019	2020
<b>HFC-134a</b>	358.89	288.81	329.15
<b>R-404A</b>	208.04	97.44	160.25
<b>R-410A</b>	N/A	150.36	273.42
<b>R-407C</b>	N/A	N/A	23.24

The information related to HFC-134a and R-404A still shows fluctuations, although the indicated amounts are quite consistent with the trends in use of these substances during the period 2012-2015, showing a bigger increase in the case of R404A. In the case of R-410A, we can see a clear increase compared to that period, which can be mainly explained by the fact that this substance is used more and more in the production of air conditioning units. The use of R-407C has been identified only in 2020, which does not bring a clear trend, although it is confirmed that the consumption is relatively low. Finally, according to information provided by the NOU, the current use of HC-600a is significantly bigger than what is indicated for the period 2012-2015, although no official data is available in this regard.

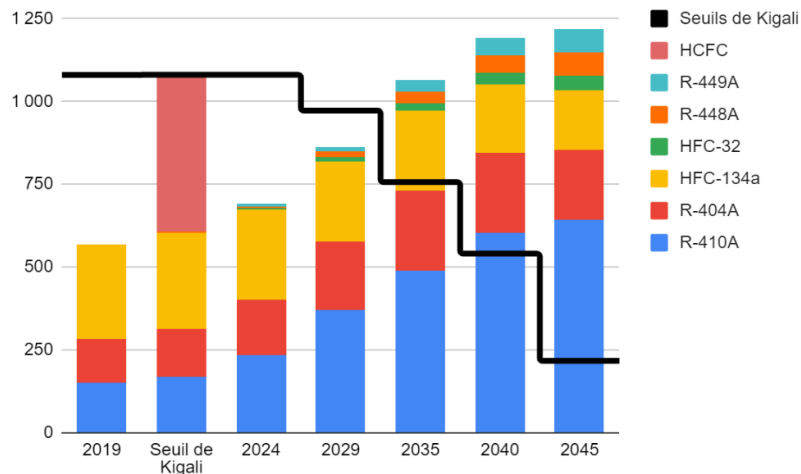
When analyzing the stock of these HFCs currently used in all the relevant sector, the EA report indicates that the most important substances have a similar ratio:

**Table 4. HFC stock in all sector in Tunisia (2019 – Metric tonnes)**

HFC-134a		R-404A		R-410A		TOTAL
2,500.74	34 %	2,268.83	30 %	2,655.45	36 %	<b>7,425.02</b>

Finally, we show here a projection included in the summary report also produced under the EA project:

**Graph 1. Estimate on the HFCs consumption trends in Tunisia until 2045 BAU**



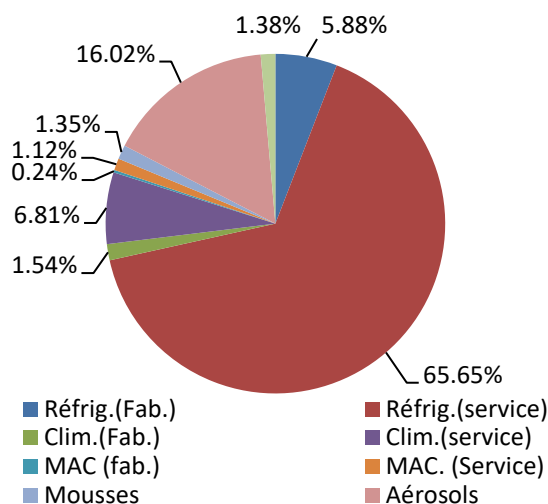
The business-as-usual projection shows a clear increase in the use of R-410A, which could turn to be the most important HFC used in the country. In the cases of HFC-134a and R-404A, their use would remain relevant and

stable in the coming decades. R-407C would not be included in the projections, since few RAC technologies are using this substance in the country. R-448A and R-449A are expected to be introduced by the market and increase their presence, as it is also the case for HFC-32, which started to be used in Tunisia in 2020, according to information provided by the NOU. Finally, as it can be noticed, if no action is undertaken for HFC phase-down, the consumption of these substances in the country will largely exceed the limits established by the KA.

**22. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)**

The graph below, based on the survey of 2017, shows the overall distribution of HFCs by sector and subsector for the period 2012-2015 in Tunisia:

**Graph 2. Sector distribution of ODS alternatives in Tunisia for the period 2012-2015**



As it can be seen, more than 80% of all HFCs are used in the RAC sector (fixe and mobile, for both manufacturing and servicing purposes).

According to the survey on ODS alternatives covering the period 2012-2015, the analysis per sector is as follows:

- Over this period, HFC-134a represents the majority of use in the RAC (fixed and mobile) sectors. It is used in the manufacture and maintenance of refrigeration equipment and fixed and mobile air conditioning. In 2015, it is estimated that 273.83 mt of HFC-134a is used, representing about 70% of the total consumption of this sector.
- In 2015, the consumption of HFCs in the maintenance of refrigeration and air conditioning equipment (fixed and mobile) is distributed as follows: 252.34 mt of HFC-134a (72.3%), 69.16 mt of R-410A (4.6%), 10.20 mt of R-407C (2.9%) and 0.79 of mt R-507A (0.2%).
- The manufacture of small domestic and commercial refrigeration equipment is characterized by the increasing use of HC-600a with an average annual growth rate of approximately 13.55% over the period 2012-2015.
- In 2015, the use of R-717 in refrigeration equipment maintenance is approximately 4.09 mt. It is concentrated in a limited number of companies operating in the agri-food sector. This restriction of use is due to the uncertainties associated with the toxic and flammable characteristics of R-717.

- Over the period 2012-2015, methyl chloride represents the majority of use in the foam-manufacturing sector. It is used as an alternative to CFC-11 in the manufacture of flexible foams.
- In this sector, the most commonly used substances in 2015 are:
  - Manufacture of flexible foams: 68.5 mt of methylene chloride (51.4%).
  - Manufacture of rigid foams (2015): 58.45 mt of cyclopentane (44%), 3.84 mt of HFC-245fa (2.9%) and 2.25 mt of the mixture HFC-134a (7%).
- Over the period 2012-2015, LPG represents the majority of use in the aerosol manufacturing sector.

The report on the technical and economic implications of HFC phase-down in Tunisia, conducted under the EA project, updated some sector information on the consumption of the most important HFCs in the country for the year 2019.

**Table 5. Estimate on the use of HFCs by sector in Tunisia (2019 – Metric tonnes)**

	HFC-134a	R-404A	R-410A
<b>Domestic refrigeration</b>	35.72		
<b>Residential air conditioning</b>			147.77
<b>Commercial refrigeration</b>	4.88	7.56	
<b>Commercial air conditioning</b>			2.58
<b>Industrial refrigeration</b>	86.87	32.30	
<b>Cold stores</b>		58.89	
<b>Refrigerated transport</b>		0.66	
<b>Mobile air conditioning</b>	161.27		

In this table, we can notice the important use of HFC-134a in mobile air-conditioning, which implies a significant increase in the ratio of this subsector in the overall HFC consumption. HFC-134a keeps an important presence in the industrial and domestic refrigeration sectors.

Secondly, it is important to highlight the increasing use of R-410A in the manufacturing of air conditioning (AC) units. This is a trend that could be sustained over the decades given to the fact that most of AC manufacturers have turned to this technology in the last years.

Finally, it must be noted the significant use of R-404A for cold stores and industrial refrigeration, which could increase in the coming years along with the increase of fisheries and the agro-industry.

**23. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken in previous projects.**

<b>Information needed</b>	<b>Description</b>	<b>Agency</b>
Updated ODS alternatives data	Review available data and collect additional sector-specific data for the years 2020-2021 through questionnaires and interviews as this was not included in the enabling activities. Previous ODS alternatives data collection only covered data until 2015.	UNIDO



Data on energy consumption in relevant sectors	Under the enabling activities project, information has been collected on the RAC equipment currently in use in the country and their general energy consumption. However, further research is still required to estimate the energy consumption for RAC purposes with a sector and technology approach.	UNIDO
<b>24. Activities to be undertaken for project preparation and funding</b>		
<b>Activity</b>	<b>Indicative funding (US \$)</b>	<b>Agency</b>
Ground work: data collection on the use of ODS alternatives for the period 2020-2021; also on energy consumption in relevant sectors.	US \$ 50,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 15 videoconferences. Number of experts or consultants: 4 national consultants, 2 international consultants and 4 national data collectors.	UNIDO
Development of HFC phase-down detailed strategy including: - strategies for the manufacturing sector (replacement of R-410A, R-404A, among others, in the RAC and other potential sectors); - strategies for the RAC servicing sector (training and certification of technicians; reuse, recycling and reclaim programme); - strategies for codes, standards and labelling; - strategies for awareness raising.	US \$ 70,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 30 videoconferences. Number of experts or consultants: 5 national consultants, 4 international consultants.	UNIDO
Development of the energy efficiency (EE) detailed strategy including: - strategies for the introduction of EE RAC technologies in the Tunisian market; - strategies for the introduction of EE manufacturing processes in the RAC sector; - strategies for introduction EE practices in the RAC servicing sector; - strategies for EE in relevant end user sectors, mainly on the building and industrial sectors.	US \$ 40,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 20 videoconferences. Number of experts or consultants: 3 national consultants, 2 international consultants.	UNIDO
Validation: information and consultation sessions, review and validation sessions in different regions of the country.	US \$ 30,000 Number of meetings: 6 Number of experts or consultants: 4 national consultants, 1 international consultant.	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>190,000</b>	
<b>25. How will activities related to the stage II of the HPMP implementation be considered during project preparation for the HFC phase-down management plan?</b>		
Where feasible, synergies from the ongoing and future HPMP activities will be formed and integrated into HFC phase-down management plans. Additionally, lessons learned and best practices of HFC phase-down, licensing and regulatory frameworks in other countries regionally will be adopted and tailored to country needs.		
<b>26. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?</b>		

Consideration to the gender policy of the Multilateral Fund will be given in all possible areas during project preparation. Budget of the components to be prepared, will take into account allocations for the proposed gender activities (e.g., capacity building activities for female technicians). Also each project component in terms of stakeholders and participation will ensure that both women and men can provide inputs, access and participate in project activities (e.g., through outreach / invitations of female technicians to participate in stakeholder consultations, expert recruitment etc.)

## PROJECT CONCEPT – Lebanon

### B. Information required for PRP funding request for investment projects/sector plans as part of or in advance of the KIP

<b>1. Agency:</b>	UNIDO
<b>2. Sector:</b>	Air-conditioning
<b>3. HFC consumption in item #2 reported under country programme data?</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Yes, please specify reported amount and year: <span style="background-color: #cccccc; display: inline-block; width: 80px; height: 15px;"></span> <input type="checkbox"/> No
<b>4. Does the enterprise commit to phase out the HFC consumption associated with the proposed investment project, if approved by the Executive Committee?</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Yes, support letter will be provided <input type="checkbox"/> No
<b>5. If the project preparation is requested in advance of the KIP, did the Government provide a written commitment that the consumption associated with these investment projects, once approved, will be deducted from the country's starting point, once established?</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Yes, commitment letter will be submitted <input type="checkbox"/> No
<b>6. Information on sector consumption (2020)</b>	
<b>Substance</b>	<b>Consumption (metric tonnes)</b>
Others, specify. (select)	(R-410A) = 55 Tons
(select)	
<b>7. Information on enterprise(s) for which funding is being sought</b>	
<p>Lebanon having ratification the Kigali Amendment in February 2020 wish to submit a request for preparation funding for a pre-KIP stand-alone investment project in the sector of residential air conditioning.</p> <p>The enterprise, Lematic Industries, has been identified, is willing to initiate early actions and convert from HFC-410A to R-290, where alternative technology is available.</p> <p>The strategy followed by Lebanon is based on the following criteria and priorities:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>I. Application of well-known, affordable, available and widely used replacement alternatives and related technologies, while supporting efforts for identification and selection of such alternatives.</li> <li>II. To start phasing-down HFCs in those HFC consuming manufacturing sectors, where low-GWP and mature alternatives are available.</li> <li>III. Through adoption of appropriate alternative technologies, limit climate and adverse environmental impact of converted enterprises and comply with safety, economic and sustainability requirements.</li> </ol> <p>Lematic is a 100% Lebanese company that is specialized in the production of household appliances and appliance industries. Lematic is now one of the major producers of appliances and equipment as a result of steady international growth over the last 50 years.</p>	

Lematic products are world leader in design and among the most competitive in the regional market. The range of household domestic and industrial appliances has resulted in the reputation for manufacturing top quality products.

The company began operation in the 1940s, has accumulated considerable experience, especially in the technology and production of all types of refrigeration and air-conditioning appliances.

Lematic has several factories located in Lebanon, Saudi Arabia and Syria, over 1800 employees. Lematic's expertise also extends to the establishment of appliance industries in the countries where often little manufacturing activity exists specially in the Middle East, Africa, Central Asia and South America.

Lematic takes full responsibility for complex, logistical tasks such as design, construction, installation and commissioning up to optimum production so that maximum efficiency and profitability is achieved.

Enterprise	Year established	HFC consumption (metric tonnes) (last three years)			HFC phase-out to be achieved (metric tonnes and CO <sub>2</sub> -eq. tonnes)
		2019	2020	2021	
Lematic	1967	57	55	45 (To date) Expected around 60 by end of the year	57 metric tonnes 118,988 CO <sub>2</sub> -eq. tonnes

#### 8. Activities to be undertaken for preparation of the investment project and funding requested

Activity	Indicative funding (US \$)	Bilateral/implementing agency
International consultant for technology review, assessment of manufacturing processes, design of necessary interventions and associated costs, IOC, climate co-benefit and review of final project document	10,000	UNIDO
National consultant for data collection (product breakdown and related HFC consumption), baseline information, service/distribution network, review of local legislation, preparation and endorsement of project document	15,000	UNIDO
Travel (international and local) as required	5,000	UNIDO
<b>TOTAL</b>	<b>30,000</b>	

**Country:** Albania

**Title:** Verification report of national consumption targets

**Project Duration:** 24 months

**Project Budget:** US\$ 30,000 (excl. 7% Agency Support Costs)

**Implementing Agency:** UNIDO

**Coordinating Agency:** Ministry of Tourism and Environment/ National Ozone Unit

---

### **Project Summary**

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/87/IAP/3.

The HCFC Phase-out Management Plan for Honduras was approved in July 2011 at the 64<sup>th</sup> Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. The last, fifth tranche under the HPMP Stage I was approved at the 85<sup>th</sup> meeting in June 2020. At the same meeting was approved HPMP Stage II for the period 2020 to 2025 to meet the 67.5 per cent reduction in HCFC consumption.

Decision 87/XX: *'In line with decision 61/46(c), the Secretariat selected a sample of 17 Article 5 countries for the purpose of verifying compliance with the HPMP agreement. The Executive Committee decided to request relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to their respective work programmes, due for submission to the 88th meeting, funding in the amount of US \$30,000 plus agency support costs for verification reports for stage II or stage III of the HPMPs for Albania, Botswana, Cuba, Djibouti, Gambia (the), Guinea-Bissau, Honduras, Lao People's Democratic Republic, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Nepal, Nicaragua, Sao Tome and Principe, Serbia, Turkmenistan and Zimbabwe.'*

## Project Concept

<b>Country:</b>	Honduras
<b>Title:</b>	Verification report of national consumption targets
<b>Project Duration:</b>	12 months
<b>Project Budget:</b>	US\$ 30,000 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	<u>Secretaría de Recursos Naturales y Ambiente – UTOH-SERNA</u>

## Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/87/IAP/3.

The HCFC Phase-out Management Plan for Honduras was approved in April 2011 at the 63<sup>rd</sup> Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. The project was approved in accordance with the Agreement between the Government and the Executive Committee for the period 2011 to 2020 to meet the 35 per cent reduction in HCFC consumption, and on the understanding that US\$ 630,000 was provided to address HCFC consumption in the refrigeration servicing sector to reach up to and include the 35 per cent reduction in 2020 in line with decision 60/44.

Decision 87/XX: *'In line with decision 61/46(c), the Secretariat selected a sample of 17 Article 5 countries for the purpose of verifying compliance with the HPMP agreement. The Executive Committee decided to request relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to their respective work programmes, due for submission to the 88th meeting, funding in the amount of US \$30,000 plus agency support costs for verification reports for stage II or stage III of the HPMPs for Albania, Botswana, Cuba, Djibouti, Gambia (the), Guinea-Bissau, Honduras, Lao People's Democratic Republic, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Nepal, Nicaragua, Sao Tome and Principe, Serbia, Turkmenistan and Zimbabwe.'*

## Project Concept

<b>Country:</b>	Montenegro
<b>Title:</b>	Verification report of national consumption targets
<b>Project Duration:</b>	12 months
<b>Project Budget:</b>	US\$ 30,000 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	<u>Nature and Environmental Protection Agency/ National Ozone Unit</u>

## Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/87/IAP/3.

The HCFC Phase-out Management Plan for Montenegro was approved in April 2011 at the 63<sup>rd</sup> Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. The last, fifth tranche under the HPMP Stage I was approved at the 85th meeting in June 2020. At the same meeting was approved HPMP Stage II for the period 2020 to 2025 to meet the 67.5 per cent reduction in HCFC consumption.

*Decision 87/XX: 'In line with decision 61/46(c), the Secretariat selected a sample of 17 Article 5 countries for the purpose of verifying compliance with the HPMP agreement. The Executive Committee decided to request relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to their respective work programmes, due for submission to the 88th meeting, funding in the amount of US \$30,000 plus agency support costs for verification reports for stage II or stage III of the HPMPs for Albania, Botswana, Cuba, Djibouti, Gambia (the), Guinea-Bissau, Honduras, Lao People's Democratic Republic, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Nepal, Nicaragua, Sao Tome and Principe, Serbia, Turkmenistan and Zimbabwe.'*

## Project Concept

<b>Country:</b>	Serbia
<b>Title:</b>	Verification report of national consumption targets
<b>Project Duration:</b>	12 months
<b>Project Budget:</b>	US\$ 30,000 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	Ministry of Environmental Protection/National Ozone Unit

---

## Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/87/IAP/3.

The HCFC Phase-out Management Plan for Serbia was approved in December 2010 at the 62<sup>nd</sup> Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. The last, fourth tranche under the HPMP Stage I was approved at the 84th meeting in December 2019. At the 85th meeting in June 2020 was approved HPMP Stage II for the period 2020 to 2025 to meet the 67.5 per cent reduction in HCFC consumption.

Decision 87/XX: *'In line with decision 61/46(c), the Secretariat selected a sample of 17 Article 5 countries for the purpose of verifying compliance with the HPMP agreement. The Executive Committee decided to request relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to their respective work programmes, due for submission to the 88th meeting, funding in the amount of US \$30,000 plus agency support costs for verification reports for stage II or stage III of the HPMPs for Albania, Botswana, Cuba, Djibouti, Gambia (the), Guinea-Bissau, Honduras, Lao People's Democratic Republic, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Nepal, Nicaragua, Sao Tome and Principe, Serbia, Turkmenistan and Zimbabwe.'*



## Project Concept

<b>Country:</b>	Turkmenistan
<b>Title:</b>	Verification report of national consumption targets
<b>Project Duration:</b>	12 months
<b>Project Budget:</b>	US\$ 30,000 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	Ministry of Agriculture and Environmental Protection/ National Ozone Unit

---

## Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/87/IAP/3.

The HCFC Phase-out Management Plan for Honduras was approved in December 2010 at the 62<sup>nd</sup> Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. The last, fourth tranche under the HPMP Stage I was approved at the 85th meeting in June 2020. At the 86th meeting in December 2020 was approved HPMP Stage II for the period 2020 to 2025 to meet the 67.5 per cent reduction in HCFC consumption.

*Decision 87/XX: 'In line with decision 61/46(c), the Secretariat selected a sample of 17 Article 5 countries for the purpose of verifying compliance with the HPMP agreement. The Executive Committee decided to request relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to their respective work programmes, due for submission to the 88th meeting, funding in the amount of US \$30,000 plus agency support costs for verification reports for stage II or stage III of the HPMPs for Albania, Botswana, Cuba, Djibouti, Gambia (the), Guinea-Bissau, Honduras, Lao People's Democratic Republic, Mauritius, Mongolia, Montenegro, Nepal, Nicaragua, Sao Tome and Principe, Serbia, Turkmenistan and Zimbabwe.'*

## Project Concept

<b>Country:</b>	North Macedonia
<b>Title:</b>	Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in North Macedonia
<b>Project Duration:</b>	24 months (December 2021 – December 2023)
<b>Project Budget:</b>	169,404 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	Ministry of Environment and Physical Planning / National Ozone Unit (NOU)

---

## Project Summary

The project is addressing institutional strengthening and capacity building for the Ministry of Environment and Physical Planning / National Ozone Unit (NOU) and will ensure that the Government will meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

The National Ozone Unit (NOU) was established on 1<sup>st</sup> February 1997, under the Ministry of Environment and Physical Planning (MOEPP). The NOU, is the national focal point for implementation of the Montreal Protocol and its Amendments. It is funded through the MLF and the role of implementing agency is given to UNIDO, to whom National Ozone Officer reports on the progress of project implementation activities. The NOU cooperates with both governmental institutions and non-governmental organisations. Within the MOEPP, it works together with the *Division on Chemicals and Industrial Accidents* in the *Administration for Environment*, where they share responsibilities regarding the control of refrigerants, and jointly prepare strategies for reduction and elimination of specific group of chemicals, e.g. ODS refrigerants.

So far, the institutional strengthening project was integrated as part of the HPMP activities, however after completion of the HPMP Stage I, the NOU has decided to request and implement the IS project as a stand-alone project.

The NOU is committed to the consistent implementation of the activities related to the implementation of the Montreal Protocol provisions. The drafting and implementation of the legislation with regards to the HCFC licensing and quota system and HFC licensing system, as well as the establishment of sustainable certification and recovery and recycling system (that will regulate the rules for recovery and recycling of the Annex F substances and their blends), will support the planned pathway towards ODS phase out and HFCs phase-down.

A deliberate emphasis will be put on strengthening the cooperation and coordination between certain stakeholders (customs-importers/exporters, inspectors-retail sellers/end-users) and facilitating their active participation in the controlled substances and equipment containing

controlled substances trade chain.

Timely and accurate reporting in accordance to the Article 7 of the Montreal Protocol and in line with the rules of the Country Programme reporting, remains as a permanent task of the NOU remains.

Additionally, active participation at the ECA Network meetings adds value to the promotion of national activities as well as sharing information and experience among countries in the region. OEWG and COP/MOP participation gives possibility for the country to take an active part in the international negotiations and decision-making on global level.

Finally, public awareness and communication with the general public have been an every day task of the NOU. Namely, the celebration of the International Ozone Day is an opportunity to present the on-going activities and inform on the upcoming events, changes in legislation and future activities. In addition, the NOU web-site ([www.ozoneunit.mk](http://www.ozoneunit.mk)), which will be updated and upgraded, has proven to be a successful tool for the ozone news publication.

## Project Concept

<b>Country:</b>	Serbia
<b>Title:</b>	Extension of Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Serbia – Phase VIII
<b>Project Duration:</b>	24 months (December 2021 – November 2023)
<b>Project Budget:</b>	168,064 (excl. 7% Agency Support Costs)
<b>Implementing Agency:</b>	UNIDO
<b>Coordinating Agency:</b>	Ministry of Environmental Protection / National Ozone Unit (NOU)

---

## Project Summary

The project is addressing further institutional strengthening and capacity building for the Ministry of Environmental Protection / National Ozone Unit (NOU) and will ensure that the Government will meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the role and functions of the National Ozone Unit (NOU) as established remained unchanged. NOU annual work plan and daily work is supervised in accordance with Governmental vertical levels of supervision and responsibilities. Access to senior decision maker is through bilateral follow up meetings and inter-ministerial meetings. NOU activities regularly report to sectoral Collegium, through the line deputy minister. The NOU is responsible for ensuring the compliance with the defined import quota, cross-checking of import and export data and cooperation with customs authorities.

In the period November 2019 – September 2021, Serbia NOU Office has been maintained achieved increased visibility both at national and international level, by actively and permanent involvement in the decision making process of the Montreal Protocol. Despite of COVID-19, NOU continued with planned activities which were successfully implemented very successfully. The established certification system is progressing well and will open be the starting point for many new activities in the Republic of Serbia. Public awareness activities are organized with the involvement of the NGOs as activities for celebrating the 16<sup>th</sup> of September – International Day for the Preservation of the Ozone Layer.

The institutional strengthening support in Serbia, phase VIII, will support NOU to remain active, to liaise with consumer sectors, and will enable appropriate coordination activities during HPMP implementation.

Serbia NOU is an active member of the EECA regional network and the national technical experts, as well as the professional associations in refrigeration sector, are providing relevant technical support in the region and study cases on alternatives to HCFCs uses, through organization of exhibitions, conferences and other private initiatives.